

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			DÉBATS PARLEMENTAIRES	ÉDITION COMPLÈTE		
	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
— COMPTE CHEQUE POSTAL : 100.97, Paris. —							
France, Colonies et pays de protectorat français.....	230 fr.	120 fr.	65 fr.	60 fr.	275 fr.	190 fr.	100 fr.
Étranger.. } Pays accordant 50 % sur les tarifs postaux..	405 .	225 .	125 .	145 .	875 .	340 .	170 .
} Autres pays.....	570 .	300 .	155 .	235 .	985 .	485 .	250 .

L'Édition des « LOIS ET DÉCRETS » comprend : 1° les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires; — 2° les avis, communications, Informations, annonces.

L'Édition des « DÉBATS PARLEMENTAIRES » comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Sénat et de la Chambre des députés ainsi que les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions.

L'ÉDITION COMPLÈTE comprend : 1° l'Édition des « LOIS ET DÉCRETS », — 2° l'Édition des « DÉBATS PARLEMENTAIRES »; — 3° tous les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes; — 4° les Tables annuelles délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
VICHY (ALLIER)

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 1 FR. 50

SOMMAIRE

LOIS

Loi relative à l'organisation du secrétariat général à la jeunesse (p. 5697).

Loi portant création d'une association nationale et d'une fédération des œuvres scolaires et post-scolaires de l'enseignement public (p. 5698).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

Ministère de la justice.

Décret conférant l'honorariat (magistrature) (p. 5698).

Décret relatif à la composition du tribunal de Nîmes (p. 5698).

Arrêté portant nominations (cour martiale) (p. 5699).

Arrêté portant cessation de fonctions (greffiers) (p. 5699).

Ministère de l'intérieur.

Décret conférant l'honorariat (administration préfectorale) (p. 5699).

Arrêté portant révocation (administration préfectorale) (p. 5699).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêtés portant admission à la retraite et conférant l'honorariat (corps du contrôle civil) (p. 5699).

(1 f.)

Ministère des finances.

Arrêté plaçant un inspecteur des finances en service détaché (p. 5699).

Ministère de la guerre.

Arrêtés portant ouverture et report de crédit (p. 5699).

Décision plaçant un officier général dans le cadre de réserve (corps de santé des troupes coloniales) (p. 5699).

Arrêtés portant nominations (génie) (p. 5699).

Ministère de la marine.

Arrêté portant retrait de fonctions (rectification) (p. 5699).

Secrétariat d'Etat à l'aviation.

Citations à l'ordre de l'armée aérienne comportant attribution de la Croix de guerre avec palme (p. 5700).

Arrêté portant délégation de signature (p. 5700).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRE DES FINANCES

Avis concernant le service des bons du Trésor de l'Etat français émis en Hollande le 31 mai 1939 (p. 5700).

Annexes (p. 5700).

LOIS

LOI relative à l'organisation du secrétariat général à la jeunesse.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — L'administration centrale du secrétariat général à la jeunesse comprend :

- Le bureau du cabinet;
- Le bureau de la propagande;
- Le service du personnel et de la comptabilité;
- Le service du ravitaillement;
- La direction du travail des jeunes, de l'orientation professionnelle et des groupements de jeunesse;
- La direction des chantiers de la jeunesse.

Art. 2. — Il est créé à l'administration centrale du secrétariat général à la jeunesse les emplois ci-après :

- Deux emplois de directeur.
- Un emploi de chef de service.
- Un emploi de directeur adjoint.
- Deux emplois de sous-directeur.
- Quinze emplois de chef de bureau.
- Trente-deux emplois de sous-chef de bureau.
- Soixante-deux emplois de relacteur.
- Quarante emplois de commis d'ordre.

Art. 3. — Indépendamment des cadres visés à l'article 2 ci-dessus, il pourra être fait appel, dans la limite des crédits accordés à cet effet, et suivant les besoins du service, à des auxiliaires temporaires de bureau ou de service intérieur.

Art. 4. — Le secrétaire général à la jeunesse est autorisé à s'assurer à titre temporaire le concours de huit chargés de mission.

Il est autorisé dans les mêmes conditions :

D'une part, à recruter sur contrat quinze agents techniques ;

D'autre part, à rémunérer au moyen d'indemnités mensuelles la collaboration de dix conseillers techniques.

Les conditions de rémunération des chargés de mission, agents techniques et conseillers techniques seront fixées par un décret ultérieur.

Art. 5. — A titre transitoire et jusqu'au 30 juin 1941, les emplois visés par l'article 2 de la présente loi pourront être pourvus sans que les nouveaux titulaires réunissent les conditions exigées par le statut du personnel ; les nominations seront effectuées sur examen des titres par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à la présidence du conseil.

Chaque agent nommé, à l'exception de ceux provenant d'administrations publiques et dont les nominations seront définitives, ne sera titularisé qu'après un stage d'une durée minimum d'un an, suivi d'un examen éliminatoire.

Après la première formation du cadre, et au plus tard à partir du 1^{er} juillet 1941, il ne pourra être procédé à de nouvelles nominations aux emplois dont la création est prévue sous l'article 2 ci-dessus, qu'au titre de la dernière classe de chacun d'eux.

A l'intérieur de chaque emploi, nul ne pourra être promu qu'à la classe immédiatement supérieure à celle qu'il occupe et à la condition de compter au moins deux ans d'ancienneté dans cette classe.

Art. 6. — Pour un tiers au moins des emplois de chaque catégorie, dont la création est prévue sous l'article 2, à l'exclusion des emplois de directeur, chef de service, directeur adjoint et sous-directeur, les nominations devront être faites parmi les agents des administrations publiques.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 3 novembre 1940.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

PAUL BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

LOI portant création d'une association nationale et d'une fédération des œuvres scolaires et postsecondaires de l'enseignement public.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Il est créé une « Association nationale des œuvres scolaires et postsecondaires de l'enseignement public ».

Elle a pour objet la création et le développement des œuvres en faveur des établissements de l'enseignement public et de leurs élèves, le patronage de la jeunesse scolaire et postsecondaire et la propagation de l'instruction.

Elle est reconnue d'utilité publique.

Le président et les membres du conseil d'administration sont agréés par le secrétaire d'Etat à l'instruction publique et à la jeunesse.

Art. 2. — Les associations ayant le même objet que l'association visée à l'article précédent sont groupées avec elle dans une « Fédération des œuvres de l'enseignement public ».

Cette fédération dirige, coordonne et contrôle l'activité des associations qui la composent. Elle est reconnue d'utilité publique.

Le président et les membres du conseil d'administration sont nommés par le secrétaire d'Etat à l'instruction publique et à la jeunesse.

Art. 3. — Toutes les associations visées à l'article précédent font obligatoirement partie de la fédération. Elles doivent demander leur affiliation dans un délai de deux mois à partir de l'application de la présente loi ou de leur création. Leur admission est prononcée par un arrêté du secrétaire d'Etat à l'instruction publique et à la jeunesse.

Art. 4. — En cas de refus d'admission l'association est dissoute et ses biens sont attribués à l'association nationale notwithstanding toutes dispositions contraires de ses statuts. Il en est de même pour l'association qui ne demanderait pas son affiliation, et pour celle qui, après son affiliation, refuserait de se conformer aux règles posées par la fédération.

Art. 5. — Toutes les dispositions législatives ou réglementaires contraires au présent décret ou qui sont incompatibles avec lui sont abrogées.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 octobre 1940.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

MARCEL PRYROUTON.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,

RAPHAEL ALIBERT.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat à l'instruction publique et à la jeunesse,
GEORGES RIVERT.

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Magistrature.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — M. Sibon, ancien premier président de la cour d'appel de Colmar, est nommé premier président honoraire.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 13 novembre 1940.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
RAPHAEL ALIBERT.

Tribunaux.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Sont abrogées les dispositions du décret du 27 octobre 1939 réduisant à un le nombre des chambres du tribunal de première instance de Nîmes, qui reprendra, à la date du présent décret, sa composition normale.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 15 novembre 1940.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
RAPHAEL ALIBERT.

Cour martiale.

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Vu la loi du 27 juillet 1940 relative à la forme des actes administratifs individuels ;
Vu la loi du 26 octobre 1940 sur le fonctionnement de la cour martiale, et notamment les articles 3 et 4,

Arrête :

Article unique. — Sont nommés :

Greffier à la cour martiale.

M. Pages, greffier du cadre civil de la justice militaire.